



Convention constitutive du groupement de commandes « Entretien des toitures »

Entre les soussignés

La présente convention de groupement de commandes est établie entre les collectivités suivantes :

- La Communauté de communes du pays de Landerneau – Daoulas,
- Landerneau,
- Le CCAS de Landerneau,
- Dirinon,
- Saint-Divy,

Monsieur le président de la CCPLD, Mesdames et Messieurs les maires, dûment habilités par délibération de leur conseil respectif, conviennent de ce qui suit :

EXPOSE

Dans un objectif d'économies d'échelle et de mutualisation des procédures de marchés publics, les collectivités ont souhaité se réunir dans le cadre d'un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'entretien des toitures.

Article 1^{er} : Objet du groupement

Cette convention a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement du groupement de commandes « entretien des toitures » conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Conformément à l'article 28 III de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, la passation du marché public est menée au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement par la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD). Chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne et suivant ses besoins, s'assurera ensuite de la bonne exécution du marché.

Les procédures de passation de ces marchés seront organisées dans le respect des règles de la commande publique.

Article 2 : Désignation du pouvoir adjudicateur chargé de la passation du marché public

La CCPLD est désignée comme responsable des opérations de passation du marché public, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur pour la mission ci-après décrite aux besoins définis par chaque membre.

Elle indiquera dans tous les courriers adressés à des opérateurs économiques à l'occasion de la procédure qu'elle agit en cette qualité.

Le siège du pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public est situé à la Maison des Services Publics, 59 rue de Brest, 29800 LANDERNEAU.

Article 3 : Entrée en vigueur et durée du présent groupement

La présente convention de groupement de commandes prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu caractère exécutoire pour toutes les parties.
Le groupement de commandes prendra fin à la date d'envoi de l'avis d'attribution des marchés.

Article 4 : Modalités de fonctionnement

4.1. Missions du pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public

Le pouvoir adjudicateur désigné responsable de la passation du marché public conduira ses missions dans le respect des règles de la commande publique.

- Définition des modes de dévolution des contrats,
- Etablissement du dossier de consultation des entreprises en lien avec les autres membres,
- Etablissement et transmission aux organes de publication des avis d'appel publics à la concurrence,
- Préparation et organisation matérielle de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants,
- Organisation matérielle de la commission d'appel d'offres, (convocation, tenue des séances de sélection des candidatures, choix des offres),
- Lettres aux candidats retenus (demande de production de certificats sociaux et fiscaux à l'attributaire pressenti) et non retenus,
- Mise au point des marchés,
- Signature des marchés,
- Transmission aux autorités compétentes des dossiers nécessaires au contrôle de légalité,
- Notification des marchés,
- Remise du projet de marchés aux membres concernés dès lors que l'opérateur économique dont l'offre a été classée première aura fourni ses attestations fiscales et sociales. Le pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public devra lui préciser la date certaine à partir de laquelle la signature pourra intervenir,
- Envoi de l'avis d'attribution des marchés,
- Conservation dans ses archives des dossiers des candidats non retenus. Etant entendu que les originaux des marchés exécutés seront conservés par chaque membre du groupement.

Sauf cas de recours, les missions du pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public prendront fin à compter de l'envoi aux organes de publication de l'avis d'attribution pour les marchés des membres du groupement.

4.2. Missions des membres du groupement : signature, notification et exécution des marchés

- Les membres du groupement déterminent la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Ils adressent au pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public l'état de ces besoins,
- Exécution administrative et financière des marchés et de leur(s) éventuel(s) avenant(s),
- Décision de reconduction ou non des marchés.

Article 5 : Commission d'appel d'offres

5.1. Rôle de la commission d'appel d'offres (CAO)

La commission d'appel d'offres (ou toute autre commission d'attribution compétente au sein de la collectivité) procède aux opérations de sélection et de choix des cocontractants.

5.2. Composition de la commission d'attribution

La commission d'attribution sera celle du pouvoir adjudicateur chargé des opérations de passation du marché public.

Le président de la commission du groupement pourra faire appel, sans formalité, à l'assistance d'agents des membres du groupement.

Article 6 : Dispositions financières du groupement

Les frais de procédure occasionnés seront pris en charge par les membres du groupement et donneront lieu à une facture détaillée ainsi qu'à l'établissement d'un titre de recettes par la CCPLD sur :

- les frais relatifs à la publication des avis d'appels publics à la concurrence et des avis d'attribution,
- les frais de reproduction et d'envoi des dossiers,
- les frais de gestion administrative et financière des marchés,

et selon les modalités suivantes : [(coût horaire référent technique € x temps passé réel) + (coût horaire référent administratif € x temps passé réel) + frais annexes en € (publication/envoi de dossiers)] x montant maximum annuel global du marché (tous lots confondus pour chaque membre du groupement) / somme des montants annuels maximum (toutes collectivités adhérentes comprises).

Article 7 : Adhésion et retrait des membres

L'adhésion d'un nouveau membre ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un nouveau marché par le groupement.

Cette adhésion est acceptée par l'organe délibérant de chacun des membres du groupement ; elle doit être formalisée dans le cadre d'un avenant à la convention, signé par l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre pourra se retirer jusqu'au lancement de l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la première procédure marchés. Une copie de la délibération de retrait sera notifiée au pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public.

Article 8 : Substitution du pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public

En cas de sortie du pouvoir adjudicateur chargé de la passation du marché public du groupement ou dans toute autre hypothèse où celui-ci ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, un avenant interviendra pour désigner un nouveau pouvoir adjudicateur responsable des opérations de passation du marché public.

Article 9 : Modifications de la présente convention

Toute modification interviendra par avenant, signé par l'ensemble des membres du groupement au moment de la modification.

La modification entrera en vigueur lorsque l'avenant aura revêtu caractère exécutoire.

Article 10 : Résiliation de la présente convention

Cette convention serait résiliée de plein droit si tous les membres du groupement décidaient de leur retrait.

Article 11 : Litiges relatifs à la présente convention

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 12 : Capacité à agir en justice

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, seul le pouvoir adjudicateur responsable de la passation du marché public sera habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant des membres du groupement à leurs cocontractants, chaque membre du groupement sera habilité à agir en justice.

Yvon BESCOND Vice-président de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas	Patrick LECLERC Maire de Landerneau	Michel CORRE Maire de Saint-Divy
Jacques GUILLOU Maire de Dirinon		

Envoyé en préfecture le 21/12/2018

Reçu en préfecture le 21/12/2018

Affiché le

ID : 029-242900801-20181220-DCC2018_091-DE